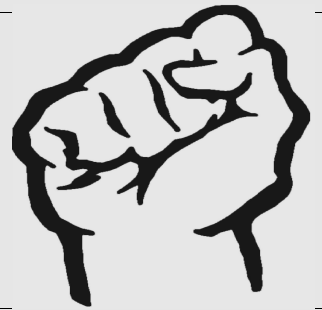




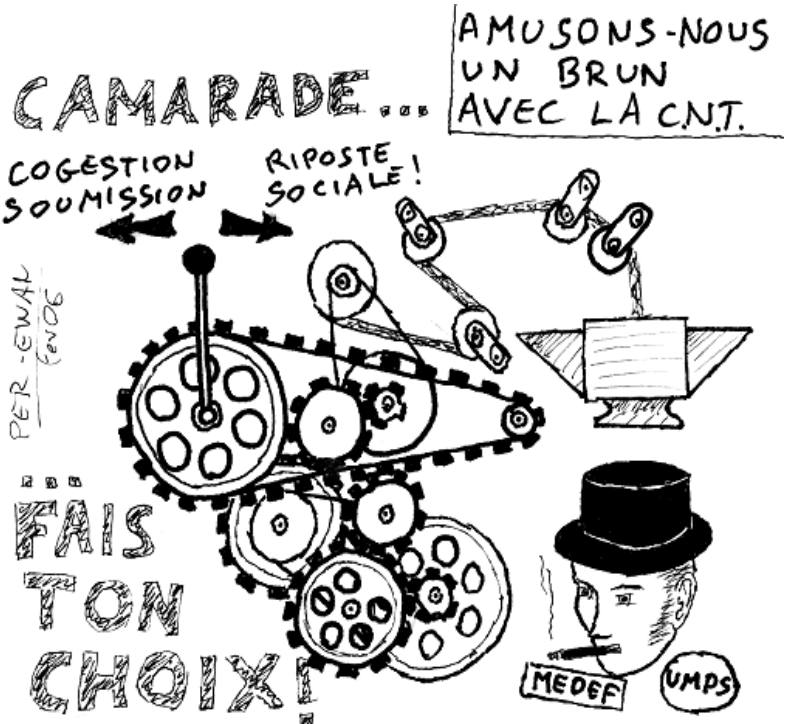
cntinfos

Feuille d'information régionale
Union Locale de Besançon - février 2008 -



Edito :

A la question « Est-ce la fin des 35 heures en 2008 ? » Nicolas Sarkozy, comme à la maison devant 600 journalistes répondait par l'affirmative pour mieux se rétracter deux jours plus tard. Après la fin des régimes spéciaux, le passage annoncé pour tous à 41 et 42 annuités pour la retraite à taux plein et dès lors que les promesses sur le pouvoir d'achat fondent comme neige au soleil. Face à un premier ministre qui déclare la faillite de l'Etat, une politique gouvernementale qui détruit un à un les mécanismes de solidarité en offrant de vagues perspectives aux salariés, il est toujours intéressant de rappeler qu'en 25 ans, la part de l'actionnariat a triplé dans le prélèvement des richesses produites, à peu de chose près 150 milliards soit dix trous de la sécu, neuf déficits de l'assurance chômage, trois déficits des retraites. Sommes-nous dès lors condamnés à travailler pour ceux qui veulent mordre la main qui les nourrit ? La flexibilité est alors l'arme ultime, l'illusion collective superposée à la réalité, celle qui remplace efficacité par rentabilité, solidarité par logique individuelle, acquis sociaux par compétitivité de l'entreprise. Le grand jeu de dupes ne s'arrête pas là car ce qui n'est pas avouable dans une logique de profit est nécessairement passé sous silence pour conserver la convivialité du dialogue avec les partenaires sociaux, ainsi dès lors qu'il est question de repousser l'âge de la retraite, il n'est pas souhaitable de parler de la décote imposée à chaque salarié dans le calcul de sa retraite et qui lui serait défavorable en cas d'allongement de la durée de cotisation. Le « Travailler plus pour gagner plus » n'est pas dénué d'un certain cynisme pour les salariés victimes d'une grande pénibilité de travail et dont la durée de cotisation se limite dans certains secteurs d'activités comme l'industrie à 33 voir 34 annuités de cotisation... La flexibilité, l'allongement de la durée de travail hebdomadaire ainsi que la durée de cotisation n'est pas le vœu du plus grand nombre dès lors que le référendum comme celui de Continental Sarreguemines en Moselle pour revenir à 40 heures par semaine n'est que le souhait de la direction imposé comme un chantage aux salariés.



De machiavel: « La forteresse des tyrans c'est l'inertie des peuples »

Revendications de la CNT lors de la manifestation de la fonction publique du 24 :

- Augmentation générale de 300 euros pour tous les revenus inférieurs à 2 fois le SMIC, réévalué à 1500 euros.
- Réduction du temps de travail à 30 heures/semaine
- Dans le privé : requalification en CDI de tous les contrats précaires (CDD, Intérim...)
- Dans le public : arrêt du recours à l'emploi précaire, titularisation sans conditions.
- Retrait des franchises. Pour un accès gratuit et universel à la santé.
- Arrêt des exonérations. Remboursement des sommes dûes aux caisses par l'Etat et les patrons.
- Retour aux 37,5 annuités pour tous.
- Prise en compte de la pénibilité du travail dans l'âge de départ en retraite.
- Pour des embauches à hauteur des besoins formulés par les personnels et les usagers
- Contre l'intrusion des intérêts privés (financements, contrats, gestion...) dans les services publics



Criminalisation de la solidarité

Un militant CNT/Réseau Education Sans Frontière du Jura est attaqué en diffamation pour avoir comparé la politique de Sarkozy quand celui-ci était ministre de l'intérieur à celle de Vichy dans un courrier faisant suite à l'arrestation d'un militant RESF qui s'était opposé à l'expulsion d'un parent d'élève. Il risque 750 euros d'amende, jugement le 14 février.

Mais après tout dans un pays où les droits de l'Homme sont de plus en plus baffoués, ne serait-il pas naïf de croire que la liberté d'expression ne le soit pas?

Les commerçants dictent la politique de la ville

Alors même que, d'après un récent sondage, 80 % des Bisontins jugent leur ville sûre, l'équipe municipale cède à la pression des commerçants du centre et de Battant pour qui la présence de pauvres devant leurs si belles vitrines lèse la consommation.

Comme à Montbéliard en 2004 « Force Contact », organe de lobbying de la Chambre de Commerce et d'Industrie obtient que la police municipale intervienne pour déloger ces marginaux qui restent trop longtemps au centre sans consommer et qui essaient, parfois, de grappiller quelques miettes des richesses dépensées.

Il faut croire qu'il est plus indécent d'être pauvre au milieu de l'abondance que d'étaler ses richesses aux yeux de ceux qui ont faim.

Destruction de l'Université

L'année Universitaire 2007-2008 a été, et est toujours, marquée par la contestation étudiante tant à un niveau local que national. La raison : la loi dite d'autonomie des universités qui instaure notamment la privatisation à terme des formations (sélection des filières rentables, des étudiants prometteurs, hausse des frais d'inscription, etc...). Cette réforme signe en réalité la fin de toute indépendance pour l'université vis-à-vis du marché et la fin d'un accès aux études « équitables » pour les enfants de classe populaire.

Ensemble, rappelons au gouvernement que l'éducation doit être un droit, gratuit et indépendant des intérêts des plus riches !



CFA-BTP de Besançon : Echec par les pions

Une direction tyrannique et inhumaine (harcèlement moral, menaces...) qui considère le CFA comme « une entreprise de service » et non comme un établissement éducatif (ce qui laisse une idée du traitement des apprentis) ainsi qu'un respect quasi-inexistant de la législation du travail ; il n'en fallait pas plus aux pions, précaires parmi les précaires, pour se lancer dans la bataille.

Les 6 surveillants du CFA ont donc déposé un recours auprès du tribunal des prud'hommes pour divers motifs : pas de contrat sous 48H, contrat d'usage (illégal dans le bâtiment), absence de qualification professionnelle, absence d'accord sur le paiement des heures de nuit et licenciements abusifs.

Le CFA se justifie, arguant que cela coûte moins cher de risquer une ou deux condamnations que d'être dans les clous...et viole donc la loi en toute connaissance de cause.

...patron voyou...

Ne supportant pas d'avoir en son sein des dissidents, le CFA licencie tous les pions pour les remplacer par des agents de sécurité ; et d'un pion pour 35 élèves, on passe à un gardien pour plus de 200.

...Marchandisation de l'éducation...

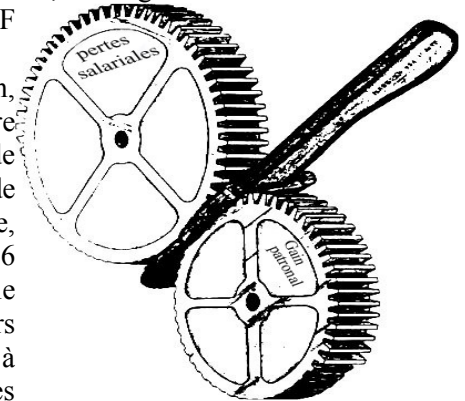
Le CFA a aujourd'hui perdu son pari et en est pour plus de 160 000 euros de sa poche. Le CFA a fait appel...peine perdue pour eux...

Travailleur, face à ton exploiteur, syndiques-toi, informes-toi et fais valoir tes droits !

Régimes spéciaux: Les électriciens passent à l'action

Face à l'infertilité des luttes traditionnelles, les agents mobilisés contre la réforme des régimes spéciaux d'EDF passent à l'action.

Après avoir, le 14 novembre au matin, coupé pendant une heure l'approvisionnement de la préfecture et de France 3 à Besançon mais aussi de plusieurs quartiers à Valdahon et à Dole, les électriciens ont à nouveau frappé le 6 Décembre mais cette fois-ci au portefeuille de l'Etat en mettant Hors Service plusieurs radars automatiques du Doubs, pompes à frics modernes et en réouvrant, ailleurs, les lignes des familles dans l'incapacité de payer.



Gare à la panne quand tu baisses le service public

Pour nous contactez, envoyez ce coupon à CNT, c/o CESL BP 121, 25014 Besançon Cedex

Par mail : cnt-doubs@cnt-f.org et sur le blog : <http://cntbesancon.wordpress.com>

Nom :

Prénom :

Adresse mail :

Catégorie socioprofessionnelle :

